

Siles emprisonne les dirigeants du P. O. R. et des mineurs

L'épreuve de force entre le gouvernement de Siles, appuyé par l'impérialisme yankee, et les masses ouvrières et paysannes du pays, est entrée dans une phase aiguë.

La « stabilisation » capitaliste que recherche le gouvernement est impossible sans que le mouvement des masses soit préalablement brisé. Or, dans les derniers temps, le prolétariat des mines en particulier, avant-garde politique de tous les travailleurs boliviens, a clairement rompu avec le gouvernement du MNR et s'est déclaré décidé à défendre ses conquêtes. Sur cette base une alliance de fait s'était établie entre les mineurs et le POR, section bolivienne de la IV^e Internationale.

**

Poussé par l'impérialisme et la réaction, Siles vient de déclencher subitement une offensive qui a pour but de décapiter le mouvement ouvrier bolivien de ses dirigeants les plus combattifs. Son gouvernement a, en effet, ordonné l'arrestation des dirigeants des mineurs de Catavi et de Siglo XX, et a déjà arrêté les dirigeants du P.O.R., les camarades Hugo Gonzales, secrétaire général du Parti, Victor Villegas, membre du Bureau Politique, ainsi que les camarades Gabrera, de la direction de la Fédération des Mineurs, et G. Lora, directeur du journal « Masas ».

En même temps, les hommes de paille de Siles dans les syndicats s'efforcent d'éliminer l'opposition ouverte au gouvernement.

**

Ripostant à cette offensive réactionnaire, les mineurs ont déclenché une grève générale exigeant la libération des détenus. Le P.O.R., dans un appel du 9 mars, signé par le camarade Fernand Bravo, soutient la grève générale, et demande la convocation d'un Congrès extraordinaire de la C.O.B. et la mobilisation immédiate des milices ouvrières et paysannes, afin d'assurer la libération des détenus, la protection des conquêtes de la Révolution, et de stopper l'offensive réactionnaire du gouvernement.

Le Comité Exécutif et le Secrétariat International de la IV^e Internationale, ainsi que le Bureau Politique du P.C.I. affirment leur solidarité agissante à nos camarades boliviens en lutte contre la réaction, pour le triomphe de la Révolution bolivienne, et demandent la libération immédiate de tous les détenus.

Nous sommes certains que tous les défenseurs des peuples coloniaux contre l'impérialisme — et plus particulièrement, dans ce cas, les masses de l'Amérique latine qui, sur tout ce continent, portent des coups à l'impérialisme américain — exprimeront leur solidarité envers les révolutionnaires de Bolivie emprisonnés et feront reculer le gouvernement de Siles.

Etat fort ou Gouv

Pouvoir fort! Gouvernement soustrait au contrôle parlementaire! Recours à un arbitre au dessus des partis! Etat fort! Tels sont les termes que l'on retrouve couramment aujourd'hui dans les discours des hommes politiques aussi bien que dans les éditoriaux des journaux de toutes tendances. Au même moment, les agressions répétées des groupes de choc fascistes viennent donner aux menaces réactionnaires un contour plus précis.

La situation française se prête-t-elle réellement à l'instauration d'un gouvernement fort? Par quels moyens les masses populaires seraient-elles en état de faire obstacle aux tentatives réactionnaires? Ces deux questions se posent aux travailleurs avec une acuité suffisante pour qu'il devienne chaque jour plus nécessaire de leur apporter une réponse claire.

Une poigne de fer pour l'homme malade

L'évolution de la France se fait dans le sens d'une crise généralisée. Il y a plus de deux ans, un observateur étranger qualifiait notre pays d'« homme malade de l'Europe occidentale ». En 1958, la maladie s'est aggravée encore: la prospérité économique, tant vantée, semble toucher à sa fin; elle est, de toutes façons, remise pratiquement en question par l'état des finances publiques, l'inflation.

A tout cela, une cause essentielle: la poursuite de la guerre d'Algérie. Il faudrait y mettre fin, car elle ruine le pays! Mais il est aussi indispensable de la continuer, car la fin de la guerre signifierait plus ou moins l'abandon d'une série de positions-clés du colonialisme français. La contradiction est telle que, jusqu'ici, aucune solution d'ensemble n'a pu prévaloir. Et, dans les rangs de la bourgeoisie, les luttes vont bon train entre ultras et libéraux. La principale victime de ces combats est le pouvoir gouvernemental, qui va en se dégradant et se déconsidérant sans cesse.

Il faut sortir de cette situation, estiment les bourgeois les plus conséquents. D'autant plus vite que la guerre d'Algérie entre dans une nouvelle étape: l'Armée de Libération Nationale, renforcée, a repris l'offensive. La Tunisie, bientôt suivie du Maroc, exige un règlement du conflit. Les Etats-Unis montrent le bout de leur nez, et l'on parle de plus en plus d'internationalisation. Il est urgent de trouver une solution avant que la détérioration ne s'accroisse, avant que les travailleurs, qui paient les frais de la guerre, ne commencent à réagir.

Instaurer un gouvernement à poigne est devenu une nécessité pour toute une partie de la bourgeoisie française. Toute aggravation de la situation actuelle rendrait cette solution plus urgente encore. Et les seules questions qui se posent sont de savoir: quelles forces, dans la classe dirigeante et dans le pays, luttent pour un pouvoir fort.

Y a-t-il une menace fasciste?

La sinistre expérience d'Hitler et de Mussolini incite normalement à penser que le danger le plus considérable viendrait du développement d'un mouvement fasciste du type classique. L'activité dont font preuve les groupes de choc renforce encore cette impression. Biaggi organise son propre parti; la « Jeune Nation » se réunit à Wagram. Le Pen manifeste au Quartier Latin. On pourrait multiplier les exemples. Bornons-nous à constater que les forces fascistes commencent à s'exercer avec une efficacité remarquable.

Faut-il en conclure, pour autant, que les petits fuchers des groupuscules sont les candidats au pouvoir fort de demain? Non, car l'usage de la matraque plombée n'est pas suffisant pour ouvrir les portes de l'Elysée. Il faut en plus un appui organisé dans les masses. Aucun des groupes extrémistes ne jouit d'une influence réelle. Leur démagogie chauvine et raciste peut prendre dans une certaine mesure dans la petite bourgeoisie. Mais cette dernière représente une mosaïque d'intérêts trop divers pour qu'il soit aisé de l'organiser sur une large base. Poujade a pincé la corde de la fiscalité; il a connu un succès réel. Mais son organisation s'est assez vite effondrée, faute d'avoir pu étendre son influence en dehors du petit commerce et de certaines couches paysannes.

La situation peut évidemment évoluer. Parmi la masse des colons d'Algérie, il est une large couche, dont les sentiments colonialistes sont particulièrement virulents. S'ils sont contraints de rentrer en France, ces éléments fourniront à l'extrême-droite un appoint considérable.

Toutefois, il est peu probable que l'on assiste à un développement progressif du fascisme en France. Les groupes ultras jouent pour le moment le rôle de guerillas, chargées de harceler tous les adversaires du « dernier quart d'heure algérien ». Ils ne peuvent, dans l'immédiat, se hisser au premier plan politique sans conjuguer leurs forces avec d'autres groupes politiques.

Police et armée, sœurs jumelles et réactionnaires

Un des symptômes de l'aggravation de la situation est l'attitude sans cesse plus agressive de la police et de l'armée. La police, l'armée sont par nature, gardiennes de l'ordre. Lorsqu'un gouvernement aussi impuissant que celui de Gaillard se montre incapable de faire respecter quelque ordre que ce soit, les flics et les officiers se croient investis d'une mission spéciale. Ils sont la force, la loi; ils veulent le montrer et sont prêts à soutenir toute solution dictatoriale.

Voyez plutôt ce qui se passe à l'heure actuelle. Les policiers ont peur des Nord-Africains. Il leur faut non seulement une « prime de risque »,